

N° 1957.

---

## ESTONIE ET TURQUIE

Convention de commerce et de navigation, avec protocole de signature.  
Signés à Angora, le 12 mars 1928.

---

## ESTONIA AND TURKEY

Convention of Commerce and Navigation, with Protocol of Signature.  
Signed at Angora, March 12, 1928.

N<sup>o</sup> 1957. — CONVENTION<sup>1</sup> DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE  
L'ESTONIE ET LA TURQUIE. SIGNÉE A ANGORA, LE 12 MARS 1928.

*Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 24 février 1929.*

L'ESTONIE, d'une part, et LA TURQUIE, d'autre part, animées du désir de resserrer les liens d'amitié si heureusement existant entre les deux pays, de régler les conditions d'établissement de leurs ressortissants dans les deux pays, et de développer leurs relations commerciales, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ESTONIENNE :

Son Excellence Monsieur Otto STRANDMAN, ministre d'Estonie à Varsovie ; et

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

Son Excellence Mehmed ENIS bey, sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu les dispositions suivantes :

## CHAPITRE PREMIER

### ETABLISSEMENT.

#### *Article premier.*

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront, sur le territoire de l'autre Partie, sous réserve des lois et règlements qui y sont en vigueur, le droit de s'établir et de séjourner, d'aller, de venir et de circuler librement.

Chacune des Parties contractantes se réserve toute liberté d'action en ce qui concerne l'immigration, ainsi que le droit d'interdire, par mesures individuelles, l'entrée et le séjour sur son territoire, pour des raisons de sécurité et ordre publics.

En ce qui concerne les taxes et charges quelconques à payer du chef du séjour et de l'établissement, les ressortissants des deux Parties jouiront du traitement de la nation la plus favorisée.

<sup>1</sup> L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 24 janvier 1929.

Cette convention a été dénoncée par la Turquie avec effet à partir du 14 septembre 1929 (communiqué par le Ministère des Affaires étrangères d'Estonie, le 3 octobre 1929).

---

<sup>1</sup> TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1957. — CONVENTION <sup>2</sup> OF COMMERCE AND NAVIGATION  
BETWEEN ESTONIA AND TURKEY. SIGNED AT ANGORA,  
MARCH 12, 1928.

---

*French official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of Estonia. The registration of this Convention took place February 24, 1929.*

---

ESTONIA, of the one part, and TURKEY, of the other part, being desirous of strengthening the ties of friendship which so fortunately exist between the two countries, of regulating the conditions concerning the establishment of their nationals in the two countries, and of developing their commercial relations, have resolved to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE GOVERNMENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC :

His Excellency M. Otto STRANDMAN, Minister of Estonia at Warsaw ; and

THE GOVERNMENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

His Excellency Mehmed ENIS Bey, Under-Secretary of State at the Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

CHAPTER I.

ESTABLISHMENT.

*Article 1.*

The nationals of either Contracting Party shall have the right to establish themselves, and to stay, to come and to go and to move about freely in the territory of the other Party, subject to compliance with the laws and regulations which are in force in that country.

Each of the Contracting Parties reserves full freedom of action as regards immigration, and also the right to forbid by means of individual measures, for reasons connected with public security and public order, entrance into its territory or residence therein.

With regard to any charges or taxes payable in respect of residence or establishment, the nationals of the two Parties shall enjoy most-favoured-nation treatment.

---

<sup>1</sup> Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

<sup>1</sup> Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

<sup>2</sup> The exchange of ratifications took place at Warsaw, January 24, 1929.

This Convention was denounced by Turkey with effect as from September 14, 1929 (communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs, October 3, 1929.)

*Article 2.*

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront, aux mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée, sur le territoire de l'autre, le droit d'acquérir, de posséder et d'aliéner toute espèce de biens mobiliers ou immobiliers à l'exception des cas prévus par les législations respectives en se conformant aux lois et règlements du pays. Ils pourront, aux mêmes conditions, en disposer librement par achat, vente, donation, transfert, contrat de mariage, testament, succession « ab intestat » ou par tout autre moyen.

Ils ne seront assujettis dans aucun des cas susmentionnés à des charges, taxes ou impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront établis pour les nationaux.

*Article 3.*

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront, aux mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée, sur le territoire de l'autre, en se conformant aux lois et règlements du pays, le droit d'exercer toute sorte d'industrie et de commerce et de se vouer à tout métier et profession quelconque dont l'exercice n'est pas et ne sera pas réservé aux nationaux.

*Article 4.*

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes ne seront soumis sur le territoire de l'autre quant à leur personne, leurs biens, droits et intérêts, ainsi que pour l'exercice de tout genre de commerce, industrie, métier et profession, à aucune charge, taxe ou impôt direct ou indirect, autres ou plus élevés que ceux qui pourront être imposés aux nationaux.

Ils seront notamment autorisés à exporter librement le produit de la vente de leurs biens et leurs biens mêmes, sous réserve des dispositions légales en vigueur dans le pays, et ils ne seront pas soumis en cela, en qualité d'étrangers, à des impôts, droits et redevances plus élevés que ceux qu'auraient à payer les nationaux.

*Article 5.*

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes ne seront astreints, sur le territoire de l'autre, à aucun service militaire, soit dans les armées de terre, de mer ou de l'air, soit dans les gardes ou milices nationales, ni à aucune obligation ou charge remplaçant le service militaire.

Ils seront exempts de tout emprunt forcé. Ils ne seront soumis qu'aux prestations et réquisitions militaires qui seraient imposées légalement aux nationaux.

*Article 6.*

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes ne pourront, sur le territoire de l'autre, être expropriés de leurs biens que pour cause légalement reconnue d'utilité publique et moyennant une juste indemnité.

Le paiement de cette indemnité se fera dans les conditions et délais prévus par les législations respectives.

*Article 7.*

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre, en tout ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leur personne et de leurs biens du même traitement que les nationaux.

*Article 2.*

Subject to compliance with the laws and regulations of the country in question, the nationals of either Contracting Party shall have the right to acquire, possess and dispose of any kind of movable and immovable property in the territory of the other Party, except in the cases provided for in their respective laws, under the same conditions as nationals of the most favoured nation. They may, under the same conditions, dispose thereof freely by purchase, sale, gift, transfer, marriage settlement, testament, succession *ab intestato*, or in any other way.

In none of the above-mentioned cases shall they be subject to any taxes, charges or imposts of any description whatever other or higher than those which are or may in future be imposed on nationals.

*Article 3.*

The nationals of either Contracting Party shall, provided they observe the laws and regulations of the country, have the right, in the territory of the other Party and under the same conditions as nationals of the most favoured nation, to engage in any kind of industry or commerce, and to follow any trade or profession whatsoever, the exercise of which is not, or may not in future, be reserved for nationals of the country.

*Article 4.*

The nationals of either Contracting Party shall not be subject in the territory of the other Party, in respect of their persons, property, rights and interests, and in respect of the exercise of any commerce, industry, trade or profession, to any charge, tax, or impost, direct or indirect, other or higher than those which may be levied on nationals.

They shall more particularly be authorised freely to export the proceeds of the sale of their property and their property itself, provided that they observe the legal provisions in force in the country, and they shall not in such cases be subject, by reason of their being aliens, to taxes, duties and fees higher than those which nationals of the country would have to pay.

*Article 5.*

The nationals of either Contracting Party shall not be liable to any military service in the territory of the other, either in the army, navy or air force, or in the national guard or militia, or to any obligation or payment in lieu of such service.

They shall be exempt from any forced loan. They shall only be liable to such military contributions and requisitions as may lawfully be imposed on nationals of the country.

*Article 6.*

Nationals of either Contracting Party may not be expropriated in the territory of the other Party except for reasons of public interest recognised by law as such and in return for fair compensation.

The payment of such compensation shall be made under the conditions and within the periods provided for in the respective laws.

*Article 7.*

Nationals of either Contracting Party shall, in all matters connected with the legal and judicial protection of their person and property, enjoy in the territory of the other the same treatment as nationals of the country.

En conséquence, ils auront libre et facile accès auprès des tribunaux et pourront ester en justice aux mêmes conditions que les nationaux, sous réserve des dispositions relatives à la caution *judicatum solvi* et à l'assistance judiciaire gratuite qui seront régies par la législation locale jusqu'au règlement de ces questions par une convention spéciale à conclure entre les deux Parties.

*Article 8.*

Les sociétés anonymes, les coopératives et autres sociétés commerciales, y compris les sociétés industrielles, financières, d'assurance, de communications et de transport qui ont leur siège sur le territoire de l'une des Parties contractantes et qui y sont constituées en vertu des lois de ce pays, seront reconnues légales dans le territoire de l'autre, et y pourront ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour s'y défendre.

L'admission desdites sociétés à l'exercice de leur commerce ou industrie sur le territoire de l'autre Partie contractante sera subordonnée à leur soumission aux lois et prescriptions qui sont ou seront en vigueur sur ce territoire aussi en ce qui concerne les taxes et autres charges d'admission.

Les impôts, taxes et contributions, quelles qu'en soient la dénomination ou l'espèce, ne pourront pas frapper ces sociétés d'une façon plus lourde que les sociétés analogues nationales.

Ces sociétés pourront, aux mêmes conditions que celle de la nation la plus favorisée et en se soumettant aux lois du pays, acquérir toute sorte de biens mobiliers ainsi que les biens immeubles nécessaires au fonctionnement de la société, étant entendu dans ce cas que l'acquisition n'est pas l'objet même de la société.

*Article 9.*

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes ou les sociétés, coopératives domiciliées chez elle ne seront pas imposés dans le pays de l'autre Partie sur un autre actif que celui se trouvant dans le pays d'imposition ni sur un revenu qu'ils touchent ailleurs.

*Article 10.*

Il est convenu qu'aucune des Parties contractantes ne pourra invoquer le bénéfice résultant de la clause de la nation la plus favorisée énoncée dans le présent chapitre, pour réclamer en faveur de ses ressortissants, sociétés, coopératives des droits autres ou plus étendus que ceux accordés par elle-même aux ressortissants, sociétés et coopératives de l'autre Partie contractante.

## CHAPITRE II

### COMMERCE ET NAVIGATION.

*Article 11.*

Les produits du sol et de l'industrie originaires de Turquie importés en Estonie ne seront pas soumis à des droits de douane plus élevés que ceux fixés dans l'annexe A.

Les produits du sol et de l'industrie originaires d'Estonie importés en Turquie ne seront pas soumis à des droits de douane plus élevés que ceux fixés dans l'annexe B.

Les produits du sol et de l'industrie originaires de l'un des pays contractants importés dans l'autre ne seront pas assujettis à des droits, coefficients, taxes ou autres redevances quelconques plus élevés que ceux accordés aux mêmes produits d'un pays tiers.

Consequently, they shall have free and unhindered access to the courts and may sue or be sued under the same conditions as nationals, subject to the provisions relating to security for costs and free legal aid, which shall be governed by local legislation pending the settlement of these questions in a special convention to be concluded between the two Parties.

*Article 8.*

Joint stock companies, cooperative societies and other commercial companies, including industrial, financial, insurance, communications and transport companies, which have their seat in the territory of one of the Contracting Parties and which are constituted therein under the laws of that country, shall be recognised as legal in the territory of the other Party and shall be entitled to bring or defend actions before the courts in that territory.

The admission of the said companies to carry on their commerce or industry in the territory of the other Contracting Party shall be subject to compliance on their part with the laws and regulations which are or may hereafter be in force in that territory and to regulations concerning taxes and other charges for admission.

Imposts, taxes or charges, whatever be their denomination or character, levied on such companies, shall not be higher or more onerous in their incidence than those imposed on similar national companies.

Subject to compliance with the laws of the country, these companies may, under the same conditions as those applicable to the most favoured nation, acquire any kind of movable property and such immovable property as is necessary for the operations of the company, it being understood in this case that the acquisition of such property does not constitute the object of the company's existence.

*Article 9.*

Nationals of either Contracting Party, or companies or cooperative societies domiciled in the territory of that Party, shall not be taxed in the country of the other Party on assets other than those in the country levying the tax or on income which they receive elsewhere.

*Article 10.*

It is agreed that neither Contracting Party may invoke the benefits resulting from the most-favoured-nation clause as stipulated in the present Chapter for the purpose of claiming, for its nationals, companies or cooperative societies, any rights other or more extensive than those which it grants itself to the nationals, companies and cooperative societies of the other Contracting Party.

## CHAPTER II.

### COMMERCE AND NAVIGATION.

*Article 11.*

Products of the soil and industry of Turkish origin imported into Estonia shall not be liable to higher Customs duties than those laid down in Annex A.

Products of the soil and industry of Estonian origin imported into Turkey shall not be liable to higher Customs duties than those laid down in Annex B.

Products of the soil and industry originating in either of the contracting countries and imported into the other shall not be liable to any higher duties, co-efficients, taxes or other charges whatsoever than those imposed on the same products of any third country.

Il en sera de même en ce qui concerne les droits d'exportation et autres redevances sur le produits du sol et de l'industrie exportés du territoire d'une des deux Parties contractantes dans le territoire de l'autre Partie.

L'assurance du traitement sur le pied d'égalité avec un pays tiers s'étend aussi à la manière de percevoir les droits d'importation et d'exportation, à la mise des marchandises dans les entrepôts de douane, aux redevances et formalités douanières, au traitement et à l'expédition en douane des marchandises importées, exportées ou passant en transit.

*Article 12.*

Les produits du sol et de l'industrie de l'une des Parties contractantes, après avoir transité par les territoires d'un ou des pays tiers, ne seront pas soumis, lors de leur importation sur le territoire de l'autre, à des droits ou taxes autres ou plus élevés que s'ils avaient été importés directement de leurs pays d'origine.

*Article 13.*

Les produits du sol et de l'industrie d'origine de l'une des Parties contractantes importés dans le pays de l'autre, y jouiront, en ce qui concerne les taxes intérieures, sous quelque dénomination qu'elles soient, du traitement accordé aux mêmes produits d'un tiers pays.

*Article 14.*

Pour réserver aux produits originaires de leurs pays respectifs le bénéfice des dispositions ci-dessus, les Parties contractantes pourront exiger que les produits et marchandises importés sur leur territoire soient accompagnés d'un certificat d'origine attestant, s'il s'agit d'un produit naturel, qu'il est originaire de l'autre Partie, et, s'il s'agit d'un produit manufacturé, que la moitié au moins de sa valeur est représentée par la valeur des matériaux originaires de l'autre Partie, ainsi que par le coût de la transformation.

Les certificats d'origine seront délivrés soit par les Départements d'Economie, du Commerce ou de l'Agriculture, soit par la Chambre de Commerce dont relève l'expéditeur, soit par tout organe ou groupement que le pays destinataire aura agréé.

Chacune des Parties contractantes aura réciproquement le droit d'exiger la légalisation des certificats d'origine par son représentant diplomatique ou consulaire.

Les colis postaux seront dispensés des certificats d'origine si le pays destinataire reconnaît qu'il ne s'agit pas d'envois revêtant un caractère commercial.

*Article 15.*

Il y aura entre les territoires des Parties contractantes liberté réciproque de commerce et de navigation. En conséquence les Parties contractantes sont d'accord de n'entraver leurs relations commerciales réciproques par des prohibitions ou restrictions d'importation ou d'exportation, à moins que le maintien ou l'institution n'en soit absolument nécessaire.

Dans le cas où l'une des Parties contractantes appliquerait des prohibitions ou restrictions quant à l'importation ou à l'exportation des marchandises, elle accordera à l'autre Partie le même traitement qui a été accordé ou sera accordé ultérieurement aux marchandises d'un tiers pays.

Les dispositions de cet article ne seront pas applicables lorsque les prohibitions ou restrictions d'importation ou d'exportation sont établies ou maintenues pour :

1° Assurer la sécurité de l'Etat ;

2° La santé publique ou comme mesures sanitaires ou de prophylaxie contre les épizooties et les épiphyties ;



The same shall apply with regard to export duties and other charges on products of the soil and industry which are exported from the territory of either Contracting Party into the territory of the other Party.

The guarantee providing for treatment equal to that accorded to any third country shall likewise extend to the manner of levying the import and export duties, to warehousing in bonded stores, to Customs charges and formalities, and to the Customs treatment and clearance of goods, whether imported, exported, or in transit.

*Article 12.*

Products of the soil and industry of either of the Contracting Parties imported into the territory of the other Party after passing in transit through the territory of one or more third countries shall not be subject on importation to duties or taxes other or higher than would be applied if they had been imported direct from the country of origin.

*Article 13.*

Products of the soil and industry originating in the territory of one of the Contracting Parties shall, on importation into the country of the other Party, enjoy therein, as regards internal duties of every kind whatsoever, the treatment granted to the same products of any third country.

*Article 14.*

In order to reserve the advantages conferred by the above articles for products originating in their respective countries, the Contracting Parties may require that the products and goods imported into their territory shall be accompanied by a certificate of origin attesting that the said goods, if natural products, have originated in the territory of the other Party, and in the case of a manufactured product that at least half its value is represented by the value of materials originating in the territory of the other Party, or by the cost of transformation.

Certificates of origin shall be issued either by the Departments of Economic Affairs, Commerce or Agriculture, or by the Chamber of Commerce to which the consignor belongs, or by any organisation or body approved by the country of destination.

Each of the Contracting Parties shall reciprocally be entitled to require that certificates of origin should be legalised by its diplomatic or consular representative.

Certificates of origin shall not be required in the case of postal packets if the country of destination recognises that the consignments are not of a commercial nature.

*Article 15.*

There shall be reciprocal freedom of trade and navigation between the territories of the Contracting Parties. The Contracting Parties accordingly undertake not to hamper their mutual commercial relations by any import or export prohibitions or restrictions unless the maintenance or establishment of such prohibitions or restrictions is absolutely necessary.

Should either Contracting Party impose prohibitions or restrictions on the importation or exportation of goods, it shall grant the other Party the same treatment as has been or may in future be granted to goods of any third country.

The provisions of this Article shall not apply when import or export prohibitions or restrictions are established or maintained:

- (1) For the purpose of ensuring the safety of the State ;
- (2) For reasons of public health or as sanitary measures or measures for the protection of animals and plants from disease ;

- 3° Établir ou maintenir des monopoles d'Etat ;
- 4° Interdire ou régler l'importation des produits alcooliques ;
- 5° Les semences, qui, à cause de leur origine, ne soient pas susceptibles de se développer dans le pays d'importation.

*Article 16.*

Les Parties contractantes s'engagent à accorder réciproquement le transit sur les voies les plus appropriées au transit international, aux personnes, bagages, marchandises, et objets de toute sorte, envois, navires, bateaux, voitures et wagons ou autres instruments de transport, en se garantissant sous ce rapport le traitement de la nation la plus favorisée.

Les marchandises de toute nature, traversant le territoire douanier de l'une des Parties contractantes, seront réciproquement exemptes de tout droit de douane et d'autres charges à l'exception de droits et taxes de surveillance, de statistique et autres charges d'administration.

Les stipulations du présent article s'appliquent aux marchandises en transit qui ont été transbordées ou entreposées en subissant ou non un changement d'emballage.

Il est entendu, toutefois, que le transit de ces marchandises sera garanti conformément aux lois douanières respectives, afin d'en empêcher l'introduction dans le pays.

Aucune des Parties contractantes ne sera tenue d'assurer le transit des voyageurs dont l'entrée sur son territoire serait interdite.

Le transit des marchandises pourra être prohibé :

- a) Pour des raisons de sûreté publique et de sécurité de l'Etat ;
- b) Pour des raisons de santé ou comme précaution contre les maladies des animaux et des végétaux.

Les Parties contractantes auront le droit de prendre les précautions nécessaires pour s'assurer que les marchandises qui, sur ses territoires font l'objet d'un monopole d'Etat, sont réellement en transit.

*Article 17.*

Les deux Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée sur leurs territoires, en ce qui concerne les prix et les modalités de transport, condition de livraison, taxes et charges publiques sur les chemins de fer respectifs.

*Article 18.*

Les navires et bateaux portant le pavillon de l'une des Parties contractantes qui entreront, sur lest ou chargés, dans les eaux et ports dépendant de l'autre Partie, ou qui en sortiront, quel que soit le lieu de leur départ ou celui de leur destination, y jouiront sous tous les rapports du même traitement que les bâtiments nationaux et n'y seront assujettis, à aucun droit ou taxe, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au nom et au profit de l'Etat, des provinces, des communes ou d'un organisme quelconque autorisé par le gouvernement, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être imposés aux bâtiments nationaux.

*Article 19.*

Les cargaisons, qu'elle qu'en soit la provenance ou la destination, ne seront assujetties à des droits ou charges autres ni plus forts et ne seront traitées autrement que si elles étaient importées ou exportées sous pavillon national, leurs passagers et les bagages de ceux-ci seront pareillement traités comme s'ils voyageaient sous pavillon national.

- (3) For the purpose of establishing or maintaining State monopolies ;
- (4) For the purpose of prohibiting or regulating the importation of alcoholic liquors ;
- (5) In respect of seeds which, by reason of their origin, cannot be grown in the country of importation.

*Article 16.*

The Contracting Parties undertake to accord reciprocally transit over the routes most suitable for international transit, to passengers, baggage, goods and articles of every kind, consignments, vessels, boats, carriages and waggons or other means of transport, and they guarantee each other most-favoured-nation treatment in this respect.

Goods of every kind passing through the Customs territory of one of the Contracting Parties shall be reciprocally exempted from any Customs duties and other charges with the exception of supervisory and statistical dues and charges, and other administrative charges.

The provisions of the present Article apply to goods in transit which have been transhipped or warehoused, whether they have been repacked or not.

It is nevertheless understood that the transit of such goods shall be guaranteed in conformity with the respective Customs laws in order to prevent their introduction into the country.

Neither of the Contracting Parties shall be required to ensure the transit of travellers whose entry into its territory has been prohibited.

The transit of goods may be prohibited :

- (a) For reasons of public safety and national security ;
- (b) For reasons of health or as a precaution against diseases of animals and plants.

The Contracting Parties shall have the right to take the necessary precautions to satisfy themselves that goods which in their territories constitute a State monopoly are genuinely in transit.

*Article 17.*

The two Contracting Parties reciprocally guarantee each other most-favoured-nation treatment within their territories in regard to rates and methods of transport, conditions of delivery, and public taxes and charges on their respective railways.

*Article 18.*

Vessels and boats flying the flag of either Contracting Party and entering the waters and ports of the other Party in ballast or with cargo, or leaving the waters and ports of that Party, shall, whatever may be the place from which they come or to which they are proceeding, be accorded within these waters and ports the same treatment in all respects as national vessels, and shall not be liable therein to any duties or charges of any description whatsoever, levied on behalf of and for the profit of the State, provinces, communes, or any body authorised by the Government, other or higher than those which are or may in future be levied on national vessels.

*Article 19.*

Cargoes of vessels, whatever may be the place from which they come or to which they are proceeding, shall not be liable to other or higher duties or charges, nor be treated otherwise, than goods imported or exported under the national flag ; their passengers, together with the baggage of these passengers, shall similarly be treated as if they were conveyed on vessels flying the national flag.

*Article 20.*

Les dispositions des articles 18 et 19 ne seront pas applicables en ce qui concerne le cabotage, qui est exclusivement réservé au pavillon national, la pêche y compris la chasse aux phoques dans les eaux territoriales, l'exercice de pilotage et l'emploi de pilotes, l'exercice de remorquage et d'autres services de port ainsi que la navigation dans les eaux intérieures.

*Article 21.*

La nationalité des bateaux et navires sera, de part et d'autre, admise d'après les documents et certificats délivrés à cet effet par les autorités compétentes des Etats respectifs, conformément aux lois et règlements de chaque pays.

Les certificats de jauge et autres documents relatifs à la jauge, délivrés par l'une des deux Parties contractantes, seront reconnus par l'autre conformément aux arrangements spéciaux qui pourront être conclus entre les deux Parties contractantes.

*Article 22.*

Les navires et bateaux portant le pavillon de l'une des Parties contractantes qui entrent dans un port de l'autre à seule fin d'y compléter leur cargaison ou en débarquer une partie, pourront en se conformant aux lois et règlements des Etats respectifs, conserver à bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port ou à un autre pays, et la réexporter sans être tenus à payer pour cette dernière partie de leur cargaison aucuns droits ou frais, sauf les droits de surveillance, lesquels, d'ailleurs, ne pourront être perçus qu'aux taux le plus bas fixé pour la navigation nationale.

*Article 23.*

En cas de naufrage, échouement, avarie en mer ou relâche forcée d'un bâtiment de l'une des deux Parties contractantes dans les eaux de l'autre, le bâtiment et sa cargaison jouiront des mêmes faveurs et immunités que les lois et règlement du pays respectif accordent, dans les circonstances analogues, aux bâtiments nationaux. Aide et assistance seront données, dans la même mesure qu'aux nationaux, au capitaine, à l'équipage, et aux passagers, tant pour eux-mêmes que pour le bâtiment et sa cargaison.

En ce qui concerne le droit de sauvetage, il sera fait application de la législation du pays où le sauvetage a eu lieu.

Les marchandises sauvées d'un bâtiment échoué ou naufragé ne seront assujetties à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient introduites dans le pays pour la consommation intérieure.

*Article 24.*

Chacune des Parties contractantes s'engage à faire bénéficier sur son territoire, les marchandises de l'autre Partie, des dispositions de la Convention internationale de Paris, du 20 mars 1883, pour la protection de la propriété industrielle, révisée à Washington<sup>1</sup>, le 2 juin 1911.

*Article 25.*

Les dispositions de la présente convention ne sont pas applicables :

1° Aux traitements accordés ou qui pourraient être accordés ultérieurement, par une des Parties contractantes, dans le trafic frontalier avec les pays limitrophes ;

<sup>1</sup> DE MARTENS, *Nouveau Recueil général des Traités*, troisième série, tome VIII, page 760.

*Article 20.*

The provisions of Articles 18 and 19 shall not apply to the coasting trade, which is exclusively reserved for the national flag, to fishing, including seal hunting, in territorial waters, to pilotage and the employment of pilots, to towage and other port services, or to navigation in inland waters.

*Article 21.*

The nationality of vessels and boats shall be recognised by both Parties in accordance with the documents and certificates issued for the purpose by the competent authorities of the respective States, in conformity with the laws and regulations of each country.

Tonnage measurement certificates and other tonnage measurement documents issued by either Contracting Party shall be recognised by the other Party in conformity with any special agreements which may be concluded between the two Contracting Parties.

*Article 22.*

Vessels and boats flying the flag of either of the Contracting Parties and entering a port of the other Party with the sole object of completing their cargo therein or of unloading some portion thereof, shall be entitled, provided that they observe the laws and regulations of the State concerned, to retain on board the portion of their cargo which is consigned to another port or to another country, and to re-export such portion of the cargo without being liable to pay any duties or charges thereon, except supervision fees. The latter may, moreover, only be levied at the lowest rate fixed for national vessels.

*Article 23.*

If a vessel of one of the Contracting Parties should be wrecked, stranded, damaged, or forced to put into the waters of the other Party, the vessel and its cargo shall be granted the same privileges and immunities as are granted by the laws and regulations of the country in similar circumstances to national vessels. Assistance and relief shall be given to the master, crew and passengers, both as regards themselves and the vessel and its cargo, to the same extent as to nationals.

As regards the right of salvage, the laws of the country where salvage takes place shall apply.

Goods salvaged from a stranded or wrecked vessel shall not be subject to any Customs duties unless they are imported into the country for consumption therein.

*Article 24.*

Each of the Contracting Parties undertakes that, in its territory, the provisions of the Paris International Convention of March 20, 1883, for the Protection of Industrial Property, as revised<sup>1</sup> at Washington on June 2, 1911, shall apply to the goods of the other Party.

*Article 25.*

The provisions of the present Convention shall not apply :

(1) To the treatment which has been or may subsequently be accorded by one of the Contracting Parties in the matter of frontier traffic with neighbouring States ;

<sup>1</sup> *British and Foreign State Papers*, Vol. 104, page 116.

2° Aux faveurs spéciales résultant d'une union douanière ;

3° Aux avantages et faveurs spéciaux existant ou à établir dans l'avenir en matière de tarifs douaniers et généralement en toute autre matière commerciale entre la Turquie et les pays détachés de l'Empire ottoman en 1923 ;

4° Aux avantages et faveurs que l'Estonie a accordés ou pourrait accorder à la Finlande, la Lettonie ou la Lithuanie. Il en est de même en ce qui concerne les privilèges que l'Estonie pourrait accorder à l'Union des Républiques soviétistes socialistes en vertu de conventions ou d'accords douaniers spéciaux.

*Article 26.*

La présente convention entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications et demeurera exécutoire jusqu'au terme d'un mois à compter du jour de sa dénonciation par l'une ou l'autre des Parties contractantes.

*Article 27.*

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Varsovie, aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente Convention et y ont apposé leur sceau.

Fait en double expédition à Angóra, le 12 mars 1928.

O. STRANDMAN,  
Mehmed ENISS.

LISTE A

N° du tarif estonien	Désignations des marchandises		Montant du droit de douane francs or netto
ex 7	Raisins secs, non sucrés : De toute sorte, y compris les sultanines, à l'exception des raisins grands (de l'espèce dite Malaga et similaires) . . . . .	1 kg. netto	0,10
ex 7	Figues sèches non sucrées . . . . .	1 kg. netto	0,50
ex II	Noisettes en coque :		
ex I	De toute espèce, non spécialement dénommée au tarif . . . . .	1 kg. netto	0,50
	<i>Remarque</i> : Les noisettes importées sans coque ou contenant plus de 5 % de noisettes sans coque, sont taxées d'après les paragraphes correspondants du présent numéro avec une surtaxe de 25 %.		
ex 21	Tabacs :		
ex I-a)	En feuille . . . . .	1 kg. netto	2,40
ex 179	Matières filamenteuses végétales :		
ex I	Coton brut . . . . .		exempt

- (2) To special benefits resulting from a Customs union ;
- (3) To the special advantages or benefits which at present exist or may subsequently be established in the matter of Customs tariffs and, generally, in any other commercial matter, between Turkey and the countries which were detached from the Ottoman Empire in 1923 ;
- (4) To the advantages or benefits which Estonia has granted or may subsequently grant to Finland, Latvia or Lithuania. The same shall apply to privileges which Estonia may subsequently grant to the Union of Socialist Soviet Republics under special Conventions or Customs agreements.

*Article 26.*

The present Convention shall come into force one month after the date the exchange of ratifications, and shall remain in force until one month after the date on which it has been denounced by either Contracting Party.

*Article 27.*

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged as soon as possible at Warsaw.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Angora on March 12, 1928.

O. STRANDMAN.  
Mehmed ENISS.

LIST A.

No. of Estonian Tariff	Description of Goods		Amount of Customs duty gold francs net
ex 7	Raisins, not sweetened : Of all kinds including sultanas with the exception of large raisins (of the kind known as Malaga and the like) . . . . .	1 kg. net	0.10
ex 7	Dried figs not sweetened . . . . .	1 kg. net	0.50
ex II	Nuts with shells :		
ex I	Of any kind not specially enumerated in the tariff . . . . .	1 kg. net	0.50
	<i>Note :</i> Nuts imported without the shells, or of which a proportion exceeding 5 % are shelled, pay the duty fixed for their respective sub-divisions of the present number plus an additional 25 %.		
ex 2I	Tobacco :		
ex I-(a)	In the leaf . . . . .	1 kg. net	2.40
ex 179	Vegetable textile materials :		
ex I	Raw cotton . . . . .		free

N° du tarif estonien	Désignation des marchandises		Montant du droit de douane francs or netto
ex 203	Tapis en laine de toute espèce : Du bénéfice de ce droit réduit ne jouissent que les tapis accompagnés du certificat turc attestant leur droit à une appellation régionale d'origine, savoir : Ouchak, Simav, Césarée, Gueurdès, Démirdji, Bourlou, Sparta, Kir-Chéhir, Ladique, Ak-Chéhir, Sivas, Héréké . . . . . <i>Remarque</i> : Ne sont considérés comme tapis que ceux pesant plus d'un kilogramme au mètre carré.	1 kg. netto	12,00

## LISTE B

N° du tarif turc	Désignation des marchandises	Montant du droit de douane piastres or pour 100 kg.
	Fonds de siège ou de dossier, plaqués ou contre-plaqués (en bois ordinaire y compris le bouleau) vernis, imprimés, pyrogravés ou moulurés ou thermoplastiques . . . . .	20 % <i>ad valorem</i>
210 ex 270	Bois en feuille pour placage de moins 1 cm. d'épaisseur.	75 × 12
	Tissus de coton : a) Ecrus : 1° Cabots, T. cloths, waste cloths, grey twills, grey drill, grey shirtings, grey cambrics, grey longcloths et autres tissus semblables écrus y compris flanelles . . . . .	400 × 5
323	Tissus et étoffes non dénommés ailleurs, foulés ou non foulés, pour habillement d'homme ou de femme, pour ameublement ou pour autres usages de laine ou mélangés d'autres matières. Textiles autres que la soie : a) Laine pure : 2° Pesant de 200 grammes à 600 grammes par mètre carré . . . . . 3° Pesant plus de 600 grammes par mètre carré . . . . . b) Chaîne coton : 2° Pesant de 200 à 600 grammes par mètre carré . . . . . 3° pesant plus de 600 grammes par mètre carré . . . . .	1400 × 5 1300 × 5 900 × 5 600 × 5



No. of Estonian Tariff	Description of Goods		Amount of Customs duty gold francs net
ex 203	Woollen carpets of all kinds : This reduced duty only applies to carpets accompanied by a Turkish certificate certi- fying their right to a regional appellation or origin, namely : Ushak, Simav, Caesarea, Gueurdes, Demirdji, Bourlou, Sparta, Kir- Chehir, Ladik, Ak-Chéhir, Siwas, Hereke.  <i>Note</i> : Carpets to be regarded as such must weigh more than 1 kg. per sq. metre.	1 kg. net	12.00

## LIST B.

No. of Turkish Tariff	Description of Goods	Amount of Customs duty gold piastres per 100 kg.
210 ex 27C	Chair seats and backs, veneered or counter-veneered (in ordinary wood including birch), varnished, stamped, covered with poker work, or moulded or with thermo- plastic ornamentation . . . . . Veneering woods less than 1 cm. thick . . . . . Cotton tissues :	20 % <i>ad valorem</i> 75 × 12
323	(a) Unbleached : (1) Cabots, tea cloths, cloth waste, grey twills, grey drills, grey shirtings, grey cambrics, grey long- cloths and other similar unbleached tissues, includ- ing flannelettes . . . . .	400 × 5
	Tissues and stuffs not enumerated elsewhere, pressed or not, for men's or women's clothing, furniture stuffs, and other uses, made of wool or mixed with other materials. Textiles other than silk : (a) Pure wool : (2) Weighing from 200 to 600 gr. per sq. metre . . . . . (3) Weighing more than 600 gr. per sq. metre . . . . . (b) Cotton warp : (2) Weighing from 200 to 600 gr. per sq. metre . . . . . (3) Weighing more than 600 gr. per sq. metre . . . . .	1400 × 5 1300 × 5 900 × 5 600 × 5

## PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de la présente convention, les Parties contractantes ont convenu les dispositions suivantes :

*Ad article 3.*

Le délégué de la République estonienne déclare au nom de son gouvernement que le bénéfice résultant de la clause de la nation la plus favorisée énoncée à l'article 3 de la présente convention ne pourra être invoqué en faveur des ressortissants estoniens en ce qui concerne le respect du droit acquis reconnu par la Turquie en vertu de l'article 4 de la Convention d'établissement<sup>1</sup> conclue à Lausanne, le 24 juillet 1923, aux ressortissants des Etats qui l'ont signée.

*Ad article II.*

Il est entendu que les Parties contractantes se garantissent mutuellement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les droits ainsi que toutes les taxes perçues à l'exportation, quelles qu'en soient le nom ou l'espèce.

*Ad article 26.*

L'Estonie aura le droit de reprendre sa liberté tarifaire pour une ou plusieurs rubriques de la liste A moyennant préavis de deux mois dès que l'exigerait l'application du tarif commun esto-letton dont l'établissement est prévu à l'article 6 du Traité d'exécution de l'Union douanière<sup>2</sup> entre l'Estonie et la Lettonie, signé à Riga le 5 février 1927. Au cas où il serait fait usage de cette faculté, le régime du ou des produits dont le droit a été dénoncé serait celui résultant de la nation la plus favorisée.

Il est bien entendu qu'une telle dénonciation ne portera pas atteinte à la validité de toutes les autres dispositions de la présente convention.

Le présent protocole fait partie intégrante de la présente convention et aura force exécutoire dès que celle-ci sera mise en vigueur.

ANGORA, le 12 mars 1928.

O. STRANDMAN.  
Mehmed ENISS.

<sup>1</sup> Vol. XXVIII, page 151, de ce recueil.

<sup>2</sup> Vol. LXII, page 319, de ce recueil.

## PROTOCOL OF SIGNATURE.

At the moment of proceeding to sign the present Convention, the Contracting Parties have agreed on the following provisions :

*Ad Article 3.*

The Delegate of the Estonian Republic declares, on behalf of his Government, that the advantages resulting from the most-favoured-nation clause, as laid down in Article 3 of the present Convention, cannot be claimed in favour of Estonian nationals as regards the rights acquired by nationals of the States signing the Convention<sup>1</sup> respecting Conditions of Residence and Business concluded at Lausanne on July 24, 1923, which Turkey has, in virtue of Article 4 of the said Convention, undertaken to respect.

*Ad Article II.*

It is agreed that the Contracting Parties mutually guarantee each other most-favoured-nation treatment as regards duties and all taxes levied on exportation, whatever be their name or character.

*Ad Article 26.*

Estonia shall have the right to recover her tariff freedom for one or more items in List A, on giving two months' notice as soon as such a change is necessitated by the application of the common Estonia-Latvian tariff, the establishment of which is provided for in Article 6 of the Treaty for the Execution of the Customs Union<sup>2</sup> between Estonia and Latvia, signed at Riga on February 5, 1927. Should use be made of this right, the régime applicable to the product or products of which the duty has been denounced, will be that of the most favoured nation.

It is clearly understood that such denunciation shall not affect the validity of all the other provisions of the present Convention.

The present Protocol forms an integral part of the present Convention and shall be binding as soon as the Convention comes into force.

ANGORA, *March 12, 1928.*

O. STRANDMAN.  
Mehmed ENISS.

<sup>1</sup> Vol. XXVIII, page 151, of this Series.

<sup>2</sup> Vol. LXII, page 319, of this Series.